



Événement

"La seconde vague de crise arrive, avec ses inégalités et ses tensions"

Nathalie Raulin

560 mots

26 février 2010

Libération

LBRT

4

8955

Français

Copyright 2010. SARL Libération. All Rights Reserved.

Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'**OFCE**, qualifie l'action économique de Sarkozy d'"attentisme teinté d'individualisme" :

Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'**OFCE** redoute une "explosion des inégalités" sous l'effet d'une crise d'une ampleur sans précédent en "brutalité et en rapidité".

Y a-t-il des raisons aujourd'hui de croire à une sortie de crise prochaine ?

Non. Que ce soit le moral des ménages, la consommation ou le chômage, tous les indicateurs témoignent au contraire d'une dégradation inexorable de la situation économique. Jusqu'à présent, la France avait plutôt fait bonne figure : l'importance de l'épargne des ménages, les amortisseurs sociaux et les mesures de relance ont permis de soutenir les revenus et donc la confiance. L'idée s'est alors répandue que le pire était passé. Illusion. Il est clair aujourd'hui que le jeu des amortisseurs est épuisé, alors que l'économie est toujours en berne. On en a seulement étalé ses effets dans le temps. Le chômage de longue durée, donc non indemnisé, va aller croissant et la perte de revenu qui y est associée va peser sur la consommation. Or ni les exportations ni les investissements ne semblent à même de prendre le relais pour tirer la croissance. La crise peut donc durer très longtemps. D'autant que la deuxième vague va arriver : on va bientôt devoir admettre que les déficits publics sont dégradés durablement. Il va falloir prendre des mesures drastiques de réduction des dépenses voir de hausse d'impôt pour les redresser. Un nouvel impact dépressif sur l'économie est à attendre.

Comment expliquer la multiplication des revendications sociales dans ce contexte ?

Cette crise est singulière par plusieurs aspects : sa rapidité et sa brutalité d'abord ; mais aussi la façon aléatoire dont elle touche les salariés. Alors même qu'ils n'ont pas démérité mais seulement parce qu'ils sont dans la mauvaise usine, le mauvais site ou l'entreprise la plus fragile, un tiers d'entre eux vont perdre 15% de leurs revenus quand les autres seront épargnés. A l'intérieur même de ce tiers, les situations seront très disparates. Cette crise va générer des inégalités considérables qui vont provoquer d'immenses tensions.

Nicolas Sarkozy a-t-il pris la mesure du problème ?

Il y a un contraste assez saisissant entre le discours de Nicolas Sarkozy le 25 janvier sur TF1 et celui quasiment concomitant de Barack Obama : le président américain a appelé le pays à la mobilisation en faisant de l'emploi une priorité nationale alors que le chef d'Etat français a eu l'air de dire que c'était un mauvais moment à passer et que les choses ne tarderaient pas à rentrer dans l'ordre. D'un côté, un appel à la mobilisation et à la solidarité, de l'autre un attentisme teinté d'individualisme. Or pour sortir au plus vite de cette crise, il serait nécessaire d'en répartir le poids sur un maximum de monde, d'en mutualiser l'impact. Dans le même temps, il serait bon de discuter d'un plan de relance coordonné entre l'Europe et les Etats-Unis. En clair, il faut jouer collectif, sinon on court à la catastrophe.

LI20100226310.xml

Document LBRT000020100226e62q0001j